CINQUIÈME ANNÉE. — N° 27. **L'émancipation des travailleurs ne peut qu'être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.** DU 2 AU 8 JUILLET 1910.

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE PARAISSANT LE SAMEDI

ORGANE DE LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
PULLY-LAUSANNE
DERNIER DÉLAI POUR LES MANUSCRITS : LE MERCREDI

ABONNEMENTS
Un an, **4** fr. — Six mois, **2** fr. — Etranger, un an, **6** fr.
LE NUMÉRO : 10 CENTIMES

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX N° II. 416
L'argent destiné au journal peut être versé dans tous les bureaux de poste, **sans frais,** en indiquant notre compte de chèques II. 416.

CE BLOC ENFARINÉ.....

Sous le titre : *De la centralisation en matière économique,* un vieux membre de l'Internationale tente, sans nous en indiquer du reste les raisons... économiques, de nous réconcilier avec une certaine centralisation. Pas plus le fond de l'article que l'épigraphe tirée d'une brochure de Bakounine ne nous offrent d'arguments sérieux. La phrase de Bakounine ne rime à rien et dans la brochure d'où elle est tirée on voit seulement que le révolutionnaire, adversaire surtout de la centralisation politique, ne trouve de viable et de bon, c'est-à-dire marquant un progrès dans la centralisation opérée par la législation, que ce qui se rapporte à l'ordre économique, « comme l'unification des monnaies, des poids et mesures, les grands travaux publics, les traités de commerce, etc. » C'est peu, en somme, pour justifier la centralisation économique et nous la présenter comme créatrice de liberté; nous connaissons trop le revers de cette médaille pour souscrire à un témoignage aussi optimiste.

Ce ne serait vraiment pas la peine de reprocher l'infaillibilité marxiste s'il nous fallait, d'un autre côté, accepter pour bon argent et pour pensée définitive tout ce que Bakounine a écrit. Du reste, lui, vivant, eut été le premier à nous mettre en garde contre son *credo* qu'on prétendrait imposer.

Le vieux membre nous exhume des extraits d'une vieille brochure qu'il nous donne comme un exposé des idées de la Fédération jurassienne. Il y a erreur, involontaire, je veux bien le croire, mais cette brochure n'était en somme que les idées de son auteur et de quelques-uns de ses intimes amis. Je me souviens qu'elle fut discutée au sein de la Section de propagande de Genève et que le collectivisme échevelé qu'elle préconise, le système des bons de travail qu'elle instaure comme le ferait un guesdiste convaincu, n'eurent pas le don de nous plaire beaucoup, tout en reconnaissant les bonnes intentions de son auteur.

Le grand argument des permanents de Suisse et de *France aussi,* n'en déplaise au vieux membre de l'Internationale, en faveur de la centralisation des fédérations de métier et d'industrie, est précisément qu'en présence de la centralisation capitaliste, il faut opposer une centralisation ouvrière capable de lui tenir tête. En ce moment, nos amis fédéralistes donnent une série d'arguments contre la thèse centraliste et en faveur du fédéralisme et de l'autonomie des groupes; je n'ajouterai rien à ce qu'ils avancent, quoique toute une série d'arguments auraient pu être puisés dans les relations mêmes du capital et du travail et dans les faits quotidiens de la vie ouvrière. Cependant l'auteur de l'article, qui me fait l'effet d'avoir dormi aussi longtemps que l'*Homme à l'oreille cassée* d'Edmond About, me semble vouloir à toute force nous faire accepter dans le présent et dans l'avenir surtout un certain fonctionnarisme bénin, oh! très bénin! un fonctionnarisme bon enfant dont les titulaires seraient dépourvus de toute ambition et de toute envie de mener leurs administrés par le bout du nez. Ce seraient des *employés* et non des dirigeants. Ah! le bon billet! Nous connaissons cela! Il n'y a pas un permanent, pas un dirigeant, pas un gouvernant qui ne nous fasse la grâce de se présenter à nous, non pas comme imbu de l'esprit d'autorité que développe toute fonction, si modeste soit-elle, mais comme un simple employé du peuple, un notoire représentant. Il ne faudrait pas nous prendre cependant pour plus naïfs que nous ne le sommes et nous faire avaler — essayer tout au moins — la bonne blague de l'employé, simple statisticien. Greulich, lui-même, ne veut pas être autre chose, mais, cependant... inutile d'insister sans doute.

Nous ne pouvons pas savoir évidemment ce que l'avenir nous réserve et si les ouvriers, mal conseillés par tant de gens *qui ont trouvé dans le syndicalisme des moyens d'existence,* ne se laisseront pas guider dans les voies d'un fonctionnarisme épuisant, mais quoi qu'il en soit, nous aurons fait œuvre utile dans le présent et dans l'avenir en les préparant à faire leurs affaires eux-mêmes, sans le secours des statisticiens et d'un tas de plumitifs déclarés nécessaires.

Avant de souscrire à l'exorde du vieux membre et reconnaître « le rôle bienfaisant et nécessaire qu'une centralisation d'une nature particulière — qui n'est nullement contraire à l'autonomie, qui en est au contraire le produit et la garantie », nous aimerions savoir en termes moins filandreux, par la base et dans ses grandes lignes, quelle est cette nouvelle panacée. Avant de souscrire, nous demandons à voir, même d'un peu près; on ne nous accusera pas d'être prévenus puisque, pour l'instant, on ne nous a parlé en fait de centralisation économique que de *desiderata* exprimés en l'an mil huit cent soixante dix-sept, sauf erreur. G. H.

NOTRE CARNET

Les gens de désordre.

Les religions révélées font, dans leur apologétique, une importante place à la preuve tirée du miracle. C'est aux actes extraordinaires qu'on lui attribue que le Christ doit sa dignité divine, et conséquemment — comme le disait un jour l'instituteur vaudois Duvaud — personne n'a le droit de se dire chrétien s'il n'accomplit pas de miracle.

Une Américaine, Mme Eddy, l'a compris et a fondé une secte de thaumaturges, les Scientistes chrétiens, qui a de nombreuses ramifications en Suisse. Ces sectaires prétendent faire des prodiges, incarner la toute-puissance divine..., mais ils n'ont pas encore réussi à ressusciter un mort. Ça viendra! disent-ils. Attendons sous l'orme!

Quoi qu'il en soit, voilà des gens qui s'efforcent de contrarier les phénomènes naturels, de violenter la raison, de « nier » l'évidence, de renverser l'ordre de l'univers. Passe encore s'ils arrivaient à multiplier les pains! Nous n'en serions pas fâchés. Mais à notre avis, ces gens-là sont dangereux, et notre Kronauer a le devoir de les faire surveiller, quand ils essayent l'anormal, entreprennent l'exceptionnel, risquent l'insolite. Supposons — supposons! — qu'ils réussissent un jour à accomplir des prodiges, des merveilles, des miracles. Hein? Ne vous sentez-vous pas déjà devenir fous, fous à lier, rien qu'à l'idée de chameaux passant par le trou d'une aiguille, de poissons prenant leur vol dans les forêts, de Jean Sigg marchant sur les eaux, d'aveugles voyant sans cornet acoustique, de manchots cessant de boiter, de chauves dont la tête ne marcherait plus à pieds nus, de Bertoni ressuscitant la *Tribune*, et de la caisse des réfractaires retrouvée, avec la souscription Wassilieff!!!!

Le coup de grâce.

En date du 31 mai 1910, le procureur général de la Confédération, le sieur Kronauer, a adressé aux directeurs de police des cantons une circulaire confidentielle, donnant un certain nombre de renseignements et signalements. Voici la fiche qui concerne Graber-le-Petit :

1. GRABER, Achille, fils de Jean-Jacob et de Elisabeth Gammenthaler, né le 11 août 1879, de Langenbruck (Bâle-Campagne), mécanicien et rédacteur (Circulaire 1907, N° 12, chiffre XI) est à Genève depuis le mois d'août 1909 où, jusqu'à présent, il ne s'est fait remarquer ni comme antimilitariste ni d'aucune autre façon.

Dire d'un être aussi remarquable, d'un soleil, qu'il ne se fait remarquer d'aucune façon, c'est l'atteindre dans son orgueil. Mais enfin, la vérité est la vérité. Rien n'est à redire à ce certificat national de parfait bourgeois, parvenu et satisfait. M. Graber se fait entretenir par les pauvres. C'est l'Ordre!... N'allez pas lui reprocher de jouer aux cartes. Faut pourtant bien qu'il fasse quelque chose. Et s'il lui est arrivé de recevoir de l'atout sur la gueule, la paix des exploiteurs n'en a pas été troublée. Tout est bien. Payez vos cotisations... et refusez des gâteries à vos enfants. Les gâteries, c'est pour le secrétaire. Evolution du parasitisme!

Monsieur Matamore.

M. Paul Pettavel, pasteur, on s'en souvient, nous demandait de « croiser le fer » avec lui. Bien que ces mœurs aristocratiques ne soient pas dans nos habitudes, nous avions accepté exceptionnellement. Mais nous attendons encore les témoins de P. P. Entre temps, nous avons proposé une rencontre plus pacifique, une simple discussion courtoise, et nous avons eu l'honneur de demander à M. Pettavel une définition de la foi. Mais à notre question : « Qu'est-ce que la foi? » aucune réponse n'a été donnée.

Conclusion : M. Pettavel provoque et fuit. C'est donc un fanfaron. Et quand l'occasion vient d'exercer son ministère et de nous édifier, il se tait. Pie, quand il se mêle de ce qui ne le regarde pas, et carpe, quand s'offre le devoir. Peuh!

Ça continue.

Nous avons déjà dit deux mots de l'injurieuse Encyclique Borromée. Vous savez tous à quelles manifestations tumultueuses, à quels excès de langage, à quels désordres elle a donné lieu, en réponse, dans le monde protestant. Voici qu'à leur tour le Consistoire et la Compagnie des pasteurs, à Genève, ont fait dénoncer dimanche dernier, du haut des chaires, les « ignorances (c'est-à-dire mensonges) de l'encyclique », les « violences de jugement » de l'évêque de Rome, et la marchandise vendue par le catholicisme, étiquetée « les oripeaux de la superstition ».

Désintéressés dans cette affaire, nous écoutons les vociférations, nous regardons couler le fiel. Tout cet emportement de part et d'autre donne à réfléchir. Voilà des gens qui ne voient en dehors d'eux que réprouvés et énergumènes, qui prétendent exercer les vertus de patience et d'amour, bien-penser et représenter ici-bas le « comme il faut », et qui s'engueulent, s'insultent, se mettent le poing sous le nez, brûlant de se flanquer des tatouilles. Edifiant spectacle! Comme il y a loin, loin, loin des doctrines aux actes!... Eh! que dirait-on des coiffeurs si, prétextant qu'ils peignent les autres, ils se croyaient dispensés de se peigner eux-mêmes?

La bonne foi de P. P.

Kursaal de Genève. Le Cercle des étrangers vient d'avoir son dîner annuel. Voici, textuellement, le menu :

Zakouskis à la Russe. — Cantaloup au Porto. — Mousseline de volaille Doria. — Consommé glacé madrilène. — Suprêmes de soles à la Mac-Kinley. — Selle d'agneau de lait à la Pompadour. — Pommes Anna. — Délices de rouennais à la Roy. — Spooms Lacryma Christi. — Cailles de vignes aux raisins. — Salade Cendrillon. — Asperges d'Argenteuil en branches, sauce mousseline. — Corbeilles de fruits en surprise. — Gâteaux mille feuilles.

Vins : Eau-de-vie russe. — Château Olivier Dry. — Château Laroze 1904. — Corton 1901. — Charles Heidsieck 1900. — Georges Goulet Brut 1904. — Grande fine champagne Napoléon.

Et M. Pettavel prétend que nous sommes « le parti du ventre ». Jugez!

Eux aussi!

... Donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien...

Le voilà bien, le parti du ventre!

Mot de la fin.

A la lecture de tous les faits et gestes, et discours, et libelles des catholiques et des protestants qui se disputent le christianisme, mon ami Prolo faisait mélancoliquement cette réflexion :

« Jamais le Christ ne s'est vu entre tant de larrons! »

Jacques Bonhomme.

CHOSES DE FRANCE

Les cheminots du Sud-France ont déclaré la grève. Tout le personnel a abandonné le travail. Quand on songe aux conditions misérables dans lesquelles croupissent la plupart des cheminots français, on est en droit de s'étonner du peu d'agitation et de la rareté des mouvements de révolte qui caractérisent cette catégorie de travailleurs si indispensables à la bonne marche de la société capitaliste.

Que l'on en juge : les employés de la compagnie Sud-France — et ce ne sont pas les moins payés — gagnent, comme poseurs, hommes d'équipes, conducteurs de trains, lampistes, manœuvres des dépôts, un salaire variant entre soixante-quinze et quatre-vingt-dix francs par mois. Et pourtant, s'il est un labeur dangereux et pénible, c'est bien celui d'employé de chemin de fer.

Las enfin de subir ces misérables conditions, le personnel de la compagnie susnommée réclame un relèvement général des salaires, avec un minimum de cinq francs par jour; l'application intégrale du repos hebdomadaire; projet de retraites ouvrières identique à celui des grands réseaux; la suppression des mises à pied et des amendes.

A ces revendications plus que modestes, le directeur de la compagnie répondit par un refus brutal d'accorder quoi que ce soit, refus qui décida la grève.

Le gouvernement radical-socialiste envoya aussitôt des soldats pour faire office de jaunes et qui remplacent tant bien que mal les grévistes.

Les express continuent donc à sillonner la Côte-d'Azur.

Des travailleurs ayant un peu de dignité de classe et conscients de la légitimité de leurs revendications eussent fait pour le moins un geste de révolte pour empêcher leurs frères en uniformes de prendre leurs places, ou mis en œuvre n'importe quel autre moyen pour enrayer la marche des trains et répondre ainsi à la tactique du gouvernement. Mais nos cheminots français n'en sont pas encore là. Des années et des années d'organisation centraliste et despotique ont tué en eux tout esprit de dignité et d'initiative. Pour toute réponse, voici la déclaration qu'ils viennent de faire et qui est d'une platitude écœurante :

« Nous sommes des gens fort sages, ennemis de toute violence inutile. Nous nous sommes nous-mêmes interdit toute manifestation tapageuse. Le gouvernement a fait garder militairement toutes nos lignes; il a pris là une précaution superflue. Nous réprouvons d'avance tout sabotage. Le préfet des Bouches-du-Rhône nous a avisé hier que des soldats du génie allaient nous remplacer et assurer le service. Soyez sûr que nous ne nous livrerons pas sur eux à la moindre violence. »

Telles sont les déclarations faites à un envoyé du *Matin* par la commission exécutive du syndicat.

Les catins et les rastaquouères internationaux peuvent se prélasser sans crainte dans leurs trains de luxe, non seulement les soldats, mais les grévistes eux-mêmes assurent leur sécurité.

* * *

Le jury de la Seine a acquitté le révolutionnaire russe Michel Rips, poursuivi pour avoir essayé d'abattre, le 8 mai 1909, à Paris, le colonel von Kotten, chef de la police de Moscou.

C'est grâce aux dépositions énergiques, claires et documentées du camarade Bourtseff et d'autres révolutionnaires russes, à la plaidoirie pleine de logique de Wilm, le défenseur de l'accusé, démontrant irréfutablement les provocations ignobles et les procédés corrupteurs de la police russe, que Rips a bénéficié de l'acquittement.

* * *

La campagne menée à Paris contre le bagne militaire de Biribi et pour sauver Rousset, ce disciplinaire condamné à cinq ans de travaux forcés pour avoir dénoncé à l'opinion publique l'assassinat par les chaouchs militaires de son camarade Aernoult, continue avec toujours plus d'intensité.

A ce propos, la *Guerre sociale* signale le cas de deux disciplinaires qui, ayant cherché à s'enfuir, dernièrement, furent repris peu après et tués à bout portant sur l'ordre d'un sergent.

Le même journal nous annonce la condamnation à mort, à Oran, du pénitentiaire Crivelli, qui avait craché au visage d'un médecin-major, et de celle du soldat Sourmais, à Tunis, pour avoir jeté une pierre à la tête du sergent qui ouvrait sa cellule, et injurié les officiers lors de son arrestation. Sourmais s'était rendu coupable de ces voies de fait pour avoir la faveur d'être envoyé au bagne, préférant les rigueurs de celui-ci aux affreuses tortures infligées dans ces pénitenciers à ces malheureux.

Ces condamnations sont tellement monstrueuses que les journaux de l'endroit demandent une intervention des députés et espèrent un mouvement de protestations contre les pénitenciers militaires.

Dans les tramways

Ces travailleurs si utiles, que d'aucuns pourraient croire complètement inorganisés, ont au contraire leur organisation propre, et leur organe professionnel, le *Tramway romand*, paraît une fois par mois. Certes, les associations des employés de trams ne sont, en Suisse romande du moins, pas encore affiliées aux Unions ouvrières, mais, si l'on tient compte que cette « industrie » est de création assez récente, il n'y a pas lieu de désespérer. Nombreuses sont d'ailleurs les villes, hors de Suisse, où ces travailleurs sont à la tête du mouvement ouvrier.

Les employés de tramways de la Suisse romande nous sont déjà sympathiques par le fait qu'ils n'ont voulu ni s'en laisser conter, ni s'en laisser imposer par leurs camarades de la Suisse allemande. Ils ont aperçu le danger à temps et ont carrément fondé une fédération romande, tout en déclarant qu'ils entretiendraient de fraternelles relations avec la fédération centrale qu'ils ont quittée il y a deux années environ. C'est ce que les partisans de la centralisation ouvrière ne peuvent comprendre : que nous ayons nos organisations, nos conceptions et nos tactiques propres, que nous soyons autonomes, et que nous cherchions quand même à rester en bonnes relations avec eux. Autonomie ne veut pas dire division. Au contraire. Une famille n'est véritablement unie qu'à la condition que chaque membre compte pour une individualité; celles où il y a un chef, un centre auquel tous doivent être subordonnés, ne sont unies qu'en apparence. Les employés de tramways ont tout de suite compris cela et nous les en félicitons.

Leur fédération suit d'ailleurs une marche normale. Leur prochain congrès a lieu les 9 et 10 juillet prochain, à Genève, et disons vite que quelques questions très intéressantes sont portées à l'ordre du jour. Celle-ci, par exemple, de la section de Genève : « Que le journal puisse en cas d'élections appuyer tel ou tel candidat sans couleur politique. » Une discussion très intéressante a déjà commencé dans le *Tramway romand*, et nous espérons bien que les camarades qui ont le bon sens de repousser cette pomme de discorde l'emporteront par des arguments décisifs. Certes ils ne manquent pas.

Encore une raison pour laquelle nos camarades des trams nous sont sympathiques : ils n'entretiennent aucun fonctionnaire parasite, leur journal est rédigé par eux-mêmes et gratuitement, la besogne de leurs syndicats et de leur fédération est faite gratuitement aussi. Tout est gratuit chez eux. Ils ne sont pas poires.

Que de « vieux syndiqués » pourraient prendre exemple sur eux! S. CASTEU.

Dans les guerres civiles et dans les révolutions populaires, le meilleur armement n'est ni le plus perfectionné, ni le plus renommé : c'est celui qui pèse le moins.

N. ESTEVANEZ,
ancien ministre de la guerre de la république espagnole.

Les fruits du régime capitaliste

Voici, d'après la presse bien pensante, le budget d'une New-Yorkaise élégante pour une année :

Fourrures et leurs accessoires	25,000
Robes de dîners	25,000
Robes de bal et d'Opéra	30,000
Manteaux du soir	12,000
Toilettes de visites	12,000
Petits costumes	12,000
Pour l'automobile	8,000
Négligé	3,000
Lingeries	7,000
Chapeaux et voilettes	5,000
Chaussures	2,000
Divers	25,000
Total.	166,000

Et ces iniquités dureront jusqu'à ce que le prolétariat, se révoltant enfin, en finisse avec un tel régime de boue et de sang.

Une institution bureaucratique

Chez les ouvriers horlogers, l'idée syndicale est généralement acquise, et où l'organisation ne s'est pas implantée, ce n'est pas toujours aux intéressés eux-mêmes que la responsabilité est imputable. En un mot, la mentalité paraît, à première vue, favorable à tout mouvement émancipateur.

Le grand industriel, le fabricant, le patron d'atelier des branches accessoires ne s'est pas révélé jusqu'ici d'une combattivité féroce. Beaucoup sont vindicatifs, mais il n'est pas d'usage dans leur milieu de provoquer la circonstance, d'épier l'occasion d'assouvir leur vengeance. Le livre noir est plutôt négligé, car ses victimes pourraient être plus nombreuses. De ces dernières sans doute, d'aucunes jugeront ces affirmations pour le moins osées et douteront peut-être qu'elles sortent de la plume d'un prolétaire.

Que ces camarades veuillent bien observer et considérer ces appréciations comparativement. Alors, avec moi ils répèteront : non, les ouvriers horlogers ne sont pas les plus persécutés, le patronat horloger n'est pas le plus agressif ni le plus cynique des patronats. D'ailleurs, que le lecteur se trace lui-même un tableau de la variété des vexations et des tyrannies dont sa classe est l'objet. Qu'il illustre ce tableau des faits connus; encore et de nouveau il constatera dans d'autres industries des persécutions plus cruelles, des vexations plus amères.

L'ardeur de tempérament revêtant plutôt un caractère de race que de profession, la culture intellectuelle étant quasi la même pour tous les ouvriers d'un même pays, de même que le rang des salaires et la durée de la journée de travail, à quoi donc attribuer la marche plutôt curieuse des organisations ouvrières horlogères?

Une étude minutieuse a permis au camarade Spichiger de solutionner le problème pour ce qui concerne La Chaux-de-Fonds. Les articles parus sur le pettavellisme suffisent à expliquer l'étrangeté de l'attitude de certains militants, et dénotent en même temps la justesse d'observation de leur auteur. Seulement, d'autres centres horlogers, lesquels ne subissent pas au même degré, ou pas du tout cette influence, ne sont pas moins affectés d'une mentalité bizarre à laquelle les soucis de l'âme, le culte de la patrie, les sports semblent étrangers. Au surplus, cette mentalité présente partout les mêmes effets. Les Briand en miniature sont monnaie courante et, pour ainsi dire, chaque groupement syndical offre un terrain favorable au développement de la jaunisse. Et, phénomène difficile à expliquer, le principe de la lutte des classes est admis à peu près dans chaque statut et nul ne songe à le contester.

Cette observation, les dirigeants semblent l'avoir aussi faite. Doués d'une faculté de jugement rapide quand il s'agit de leurs intérêts, ils en ont conçu une idée, l'idée d'affermir leurs prérogatives, seul moyen de les conserver.

Ils ont suivi avec anxiété les progrès de l'opposition. Dans les transes de l'agonie, ils ont juré d'étrangler au berceau toute possibilité d'une grève de cotisants. Au comble de la détresse, ils ont sollicité l'appui des institutions gouvernementales. Voici comment : la teneur des statuts de presque toutes les organisations syndicales horlogères ne permet pas de sanction par l'Etat. Faire reviser tous ces statuts, qui y songerait? Comment en expliquer la raison sans avouer... Lecteur, poursuis ce raisonnement, il te conduira aussi à la planche de salut, à l'idée d'une fédération industrielle.

Dès lors, tout s'explique naturellement. Rien de plus simple que de faire avaler au cotisant le boniment suivant : «Cher camarade, la lutte est toujours plus pénible, les difficultés augmentent sans cesse. Il est en notre pouvoir de les supprimer en partie. Par exemple, ce malheureux principe de la lutte des classes...! Oui, nous marchons toujours plus à gauche et, plus que jamais, nous luttons dans les rangs des exploités contre la classe possédante. Nous le savons, vous en êtes convaincus. Pourquoi le dire? Car, combien de patrons s'en font un prétexte pour ne pas traiter avec nous? Supprimons-le des statuts, nous n'aurons qu'à y gagner.»

Le cotisant s'y laisse prendre et, grâce à la suppression de ce principe, la nouvelle fédération supportera l'inscription au registre du commerce. Le tour sera joué : les poursuites s'exerceront valablement contre les réfractaires, les saisies marcheront honteusement. Qui le niera? Le cas se produit déjà maintenant au dépens de pauvres diables dont le seul tort est d'appartenir à un syndicat inscrit au registre du commerce.

Ne serait-ce qu'à cause de cela, la fédération industrielle telle qu'elle est projetée, ne doit pas voir le jour. Pourtant elle naîtra. Ce sont des phénomènes qui en accoucheront; elle sera par conséquent un phénomène : un avorton né après terme.

Qui a retardé le terme et pourquoi? C'est encore simple à expliquer. Pour divers motifs, le projet semblait devoir crouler. Les sections devaient procéder au vote habituel jusqu'à fin mars 1910, sauf erreur. Le délai était suffisant; aussi, nous chantait-on sur toutes les gammes : «Toutes les sections ont largement le temps d'étudier à fond le projet, etc., etc.; nous ne voulons pas escamoter cette votation.»

Quelle gaffe! Ne pas escamoter, c'était enterrer définitivement le projet. «Halte! cessez le vote, clamèrent soudain les manitous. Pour la raison que... ensuite de... pour ne pas précipiter... nous verrons à fixer un autre terme, fin juin, et l'on procédera autrement. Les votations générales telles qu'elles se pratiquent de coutume présentent de sérieux inconvénients. Nous allons inaugurer un système plus pratique.»

Il vaut vraiment la peine de faire connaître le nouveau truc, car c'est plutôt un truc qu'un système. Il est simple : le vote se fait par bulletins individuels. Voici les principaux passages du dit bulletin : «Les votants qui auraient voté *non*, voudront formuler leurs objections à la rubrique *observations*, spécialement destinée à cet effet. Il serait utile que chaque votant signe son bulletin.» Le bulletin est signé : *Comité directeur de l'U. G.*

Voici les questions posées :

1. Etes-vous d'accord avec la constitution d'une fédération industrielle pour les ouvrières et ouvriers de l'horlogerie, sur la base des statuts adoptés par les congrès des 23 mai et 12 septembre 1909?

2. Etes-vous d'accord à ce que cette fédération commence son fonctionnement au plus tard le 1er janvier 1912?

Les bulletins sont numérotés à la main. De plus, si, timidement, ce fameux comité directeur dit : «il serait utile que chaque votant signe son bulletin», dans un communiqué relatif à cette votation générale, communiqué paru deux fois dans la *Solidarité horlogère*, il est plus catégorique. Voici ce que dit ce communiqué : «Les bulletins dûment remplis *et signés* devront être adressés», etc.

Oui, oui, c'est bien exact. Ceux qui votent *non* doivent dire pourquoi et aussi signer leur bulletin. Au cas où ils omettraient la signature, on a eu soin de numéroter les bulletins. Il est vrai qu'on prétend qu'il n'a pas été tenu compte des numéros dans l'envoi. Eh bien, c'est singulièrement bête. Pourquoi perdre du temps à numéroter si l'on n'en tient pas compte?

Examinons le résultat possible du vote.

Ceux qui sont affirmatifs ont signé, c'est évident. Par contre, parmi ceux qui ne sont pas d'accord, une partie, en votant *non*, aura négligé de signer et de mentionner les raisons de son vote négatif. Beaucoup d'autres n'auront pas voté du tout, et qui leur trouvera à redire? En tout cas, ce truc audacieux n'empêche nullement de voter *oui*, mais donne à réfléchir à ceux qui ne partagent pas la manière de voir de Messieurs les directeurs de l'Union générale.

Voilà comment se fabrique une majorité, et voilà pourquoi la fédération industrielle qui en naîtra ne sera pas viable. Son premier effet sera de provoquer une scission irréparable pour plusieurs années. Aura-t-elle aussi le don d'amener la chute de ses créateurs? C'est à désirer. Il ne faut pas seulement souhaiter la destruction des monstres, mais aussi l'anéantissement de ceux qui les mettent au monde. Surtout, prolétaire, ne confie pas à ces derniers ni à personne le soin de former ta mentalité; elle ne saurait devenir que monstrueuse.

Régina.

En cas de guerre, la grève générale, le refus du service militaire sont des moyens efficaces de résistance révolutionnaire. C'est jeter la révolution sous les jambes des armées en marche.

Quand les gouvernements déclarent la guerre, c'est un acte révolutionnaire, et nous avons le droit, même le devoir d'y répondre par la révolution.

Quand on est attaqué, on se défend. Eh bien, la guerre n'est-elle pas une attaque à notre vie, à notre bien-être, à notre liberté, à l'humanité?

Domela Nieuwenhuis.

DANS LES ORGANISATIONS

BERNE

Le Groupe d'études sociales avait organisé, pour le vendredi 24 juin, une conférence en italien sur ce sujet : *Le syndicalisme et son but.*

Ce fut le camarade Bartolozzi qui développa avec passion ce sujet d'une si urgente actualité.

Ayant vécu les phases grandioses de la grève agricole du Parmesan en 1908; arrêté pendant l'insurrection des faubourgs populaires de Parme, et acquitté au célèbre procès des soixante à Lucques, il nous exposa les principes du syndicalisme révolutionnaire italien, qui s'affirme vigoureusement dans ces régions, en dépit des politiciens et fonctionnaires paix-socialeux qui grouillent dans la fameuse *Confederazione del Lavoro.*

Le syndicalisme, a-t-il affirmé, c'est la revision du socialisme. Lorsque ce dernier, reniant les fortes maximes de la vieille Internationale, s'engagea dans la lutte stérile des partis, tombant aux compromis les plus honteux avec la bourgeoisie, et dont le but avoué a été la conquête du pouvoir, les esprits droits et batailleurs désertèrent les rangs du parti pour vouer leurs efforts à la lutte économique dans les syndicats. Et le syndicalisme, reprenant la bonne tradition de l'Internationale, s'affirme indépendant de tout compromis, posant nettement la question de l'émancipation prolétarienne sur le terrain de la lutte de classe.

L'orateur évoque, très à propos, les luttes formidables que les premiers chrétiens livrèrent au paganisme, *sans jamais se laisser absorber par lui.* De même, la bourgeoisie triompha de la féodalité, parce qu'elle refusa toute collaboration à l'ancien régime. Les travailleurs devront donc leur libération aux seuls efforts propres, incessants et toujours plus audacieux qu'ils sauront accomplir. Le syndicat doit être bien plus qu'un groupement propageant les idées d'émancipation totale, un foyer d'agitation antipatriotique et antimilitariste, et dont le but suprême sera l'organisation de la grève générale expropriatrice.

Il importe que les producteurs soient conscients de leur importance sociale; qu'ils sachent que le travail est le formidable levier de tout progrès, et que la possibilité de réaliser leur libération définitive par la grève générale révolutionnaire devienne une véritable obsession. Le boycottage et le sabotage, fermement et froidement appliqués, peuvent être des armes redoutables. Et l'orateur cita maints exemples typiques que les paysans du Parmesan ont appliqués avec succès.

En terminant, il proclama vigoureusement, au milieu de l'approbation générale : «Nous, les syndicalistes, nous n'apportons pas au monde du travail la paix sociale; nous sommes les messagers de la guerre civile, la seule qui soit logiquement rationnelle. Notre mission est de semer, parmi les opprimés, la haine implacable contre les oppresseurs. Nous devons, en semant l'esprit de réflexion, creuser toujours plus le fossé qui sépare les deux classes, et nous préparer aux actes de violence, nécessaires à la régénération humaine par la grève générale expropriatrice.»

Ermes.

GENEVE

Le Boycotteur, tel est le titre d'un petit journal édité par la Fédération des syndicats ouvriers de Genève. Il s'annonce et définit sa raison d'être en ces termes :

«*Le Boycotteur* a pour but de renseigner le public sur les faits se rapportant au boycottage de la *Tribune de Genève* par les organisations ouvrières de la Suisse. Le silence systématique fait par la presse quotidienne autour de ce boycott, dont certains journaux profitent largement, et le refus des agences d'affichage d'apposer nos affiches, sont les principales raisons qui nous ont engagé à publier *Le Boycotteur*.»

C'est bref, mais clair et net. Au silence de commande de la presse bourgeoise, *Le Boycotteur* clamera sans cesse le mépris que tout être impartial doit avoir pour l'ignoble conduite de la *Tribune de Genève*, et rappellera à tous les travailleurs leur devoir de solidarité. Il paraîtra périodiquement et sera répandu à profusion dans le public. La lutte contre les affameurs de la *Tribune* ne fait que continuer.

VEVEY

La *Voix du Peuple* n'a pas encore entretenu ses lecteurs des faits qui se sont passés à l'imprimerie Klausfelder, à Vevey. Le directeur — ou soi-disant tel — de cette usine, le sieur Tripet, ex-patron, résolut de procéder à une guerre sourde contre le syndicat des typos, auquel il appartint jadis. Par le moyen de vexations et insinuations menaçantes, il s'employa à contraindre une partie de ses subordonnés à quitter leur organisation professionnelle. Ses tentatives ne devaient pas rester vaines. Trois ouvriers se prêtèrent complaisamment à ses vues, les nommés Eugène Delafontaine, Louis Centlivres et Benjamin Bonzon. A vrai dire, ces individus ne faisaient que jeter le masque. Tout dans leurs paroles et dans leurs actes, comme dans leur attitude vis-à-vis de leurs exploiteurs, trahissait la jaunisse dans tout son épanouissement. S'ils avaient été conscients, il y a longtemps déjà qu'ils auraient fait le geste. Mais il leur a plu, dans leur âme de jaunes, d'attendre l'ordre de leurs maîtres. Au premier signe de ceux-ci, ils se sont exécutés. Ce trait ne les caractérise que mieux.

Tripet, dans son appétit, ne s'en tint pas là. Des camarades refusant à entrer dans ses combinaisons, il manœuvra tant et si bien qu'il réussit à les éloigner de Vevey. Un tel fut remercié pour avoir — bien que Tripet le nie — accepté de prendre la présidence du syndicat; un autre dut quitter la maison parce que montrant sa résolution d'accorder ses actes à sa qualité de syndiqué.

Le comité central des typos s'émut. Une délégation vint à Vevey. Qu'advint-il? Klausfelder et Tripet jurèrent leurs grands dieux qu'ils n'avaient, en aucun cas, influencé leurs ouvriers, que ceux-ci étaient parfaitement libres d'appartenir à l'organisation qu'il leur plaisait, et autres affirmations véridiques, comme toute affirmation patronale en pareil cas. Les délégués des typos se retirèrent après avoir mis en garde les dirigeants de la *Feuille d'Avis* contre toute tentative d'intimidation de leur part sur le personnel syndiqué. Depuis cette entrevue, Tripet réussit encore, à force de manœuvres, à faire partir un bon syndiqué pour le remplacer par un pur jaune, venu exprès de Paris, sauf erreur. C'est dire que l'intervention du comité central des typos fut sans aucun effet. Aujourd'hui, les Klausfelder peuvent se moquer comme de leur première culotte de toute tentative de mise-bas. Tous les services de leur imprimerie sont et seraient assurés. La direction de la composition, la mise en page, la machine à composer, les presses sont tenues par des renégats. Et ce n'est pas la persuasion qui aura raison de ces individus si un conflit venait à éclater entre l'organisation ouvrière et les Klausfelder : leur âme de jaunes est trop bien trempée et leur désir de plaire aux maîtres trop vif.

Mais, dans tout cela, il y a un détail qu'on ne saurait passer sous silence. Les sieurs Delafontaine et Bonzon sont conseillers communaux. Ils appartiennent au parti socialiste. Ils ont été élus sur la liste de celui-ci lors des dernières élections communales. Et, fait fort suggestif, ils se sont enrégimentés dans l'association typographique jaune, association soutenue et soudoyée par la Société suisse des maîtres imprimeurs. Alors?

Est-ce que le parti socialiste veveysan qui, de par son titre, estime représenter dans les conseils législatifs une partie de la classe ouvrière, consentira à garder dans son sein deux individus qui ont abandonné leurs compagnons de travail pour plaire aux patrons? Est-ce qu'il ne fera pas le geste nécessaire en flanquant dehors ces deux jaunes? La question est posée. Selon la réponse qui sera donnée, la classe ouvrière veveysanne jugera.

Vevey, le 26 juin 1910.

Un syndiqué rouge.

Un ami de la *Voix du Peuple*, persuadé que tous les maux dont nous souffrons subsisteront tant que l'on ne parviendra pas à supprimer l'*argent*, a tenu à répandre le plus possible l'idée de la *suppression de l'argent*. Ce camarade a pensé se servir de la correspondance que nous échangeons constamment avec nos parents et amis pour propager cette idée. Il a fait imprimer, pour cet usage, sur du papier à correspondance, plusieurs thèses indiquant bien le but à atteindre. Ce papier à correspondance sera vendu au profit de la *Voix du Peuple* au prix de 50 centimes les 50 feuilles et 90 centimes avec 50 enveloppes assorties.

Que nos amis profitent de cette occasion de propager, dans tous les milieux, de bonnes vérités.

Lettre d'Amérique

Il y a environ une année que je n'ai pas écrit aux camarades de la *Voix du Peuple*. La faute en est au mouvement ouvrier d'ici, qui est presque nul. Ainsi, dans une ville comme Portland (Orégon, Etats-Unis), qui compte plus de deux cent mille habitants, il n'y a ni journaux socialistes, ni journaux ouvriers.

La plus grande industrie du pays consiste en d'immenses scieries. Le bois travaillé dans ces vastes établissements est exporté ensuite un peu partout, jusqu'en Europe et même en Chine. Dans ces scieries, les ouvriers travaillent dix heures pour un salaire qui varie entre 7 fr. 50 et 12 fr. par jour. Presque tous ces ouvriers sont célibataires. Dans ce pays, un pareil salaire ne suffit pas à entretenir une famille. Aussi, ils logent et mangent dans des hôtels, et paient pour cela 26 fr. par semaine. Cependant ce prix, dans lequel sont compris trois repas par jour, est ce qu'il y a de meilleur marché dans la région.

Les ouvriers, pour la plupart, ne peuvent aller dîner. La ville s'étend sur une très grande superficie de terrain, qui peut se comparer à celle qu'occupe, en Europe, une ville de l'importance de Paris. Et, à midi, les ouvriers n'ont qu'une demi-heure pour le repas du milieu de la journée. Aussi, quand la cloche sonne, sans même prendre le temps de se laver les mains, tous s'asseyent sur l'établi et dînent d'un sandwich, arrosé d'un fort mauvais café.

Ces scieries marchent jour et nuit. Inutile de dire que les heures de nuit n'entraînent aucune augmentation de salaire. Cette grande masse de travailleurs ne possède aucune organisation. Aussi ces malheureux exploités se trouvent-ils sans défense contre la rapacité patronale.

Cette année, à Portland, le bâtiment marche bien. Là, il y a de puissantes organisations ouvrières. Les maçons gagnent environ 31 fr. par jour, mais il faut dire que lorsqu'ils travaillent sept mois dans une année, cela marche bien. Les plâtriers ont 29 fr. par jour; les ferblantiers, 22 fr. par jour; les charpentiers, aussi 22 fr. par jour. Ici, il n'y a pas de menuisiers. Ce sont les charpentiers qui font la pose des portes, des fenêtres et de la ferrure. Les cimenteurs ont 21 fr. par jour.

Mais tous ces chiffres sont basés sur les tarifs en vigueur. Et seulement les ouvriers qualifiés peuvent y prétendre. Pour mériter, ici, cette appellation d'ouvrier qualifié, il ne s'agit pas d'en promettre, mais il faut en fournir. Ainsi, pour ce qui me concerne personnellement, en Suisse, partout où j'ai travaillé, je gagnais un salaire supérieur aux tarifs en vigueur et, en général, à la moyenne des salaires. Ici, je gagne 17 fr. 50 par jour pour huit heures de travail. C'est vous dire que je ne suis pas considéré comme un ouvrier qualifié. Je le répète, il s'agit là d'ouvriers d'une rare capacité.

Ici, l'arrogance et l'insolence patronales sont sans bornes. Et, en Suisse, il est beaucoup plus facile de se défendre contre ces exploiteurs. C'est, du moins, la constatation que j'ai pu faire à diverses reprises. Je ne suis pas très bien vu des ouvriers. Les haines de races jouent ici un très grand rôle, et je voudrais que les militants ouvriers puissent venir constater par eux-mêmes, sur place, tout ce qui reste à faire sur le terrain de la solidarité internationale des travailleurs. Même entre eux, les ouvriers ne pratiquent aucune entr'aide; ils se volent mutuellement leurs outils et, en général, ce qui peut leur servir à hâter la production. Ceci m'amène à vous dire que chaque ouvrier, à Portland, doit fournir ses outils au patron. Dans ma partie, il en faut au minimum pour 70 fr.

Sur ma paie de 17 fr. 50 par jour, je dois prendre une certaine somme pour le tram, car je travaille un peu loin; ma chambre et ma pension me reviennent à 5 fr. par jour.

Un ouvrier économe, célibataire, n'étant ni malade ni chômeur, peut arriver à faire de 1000 à 1500 fr. d'économie par année, sans s'imposer de privations.

Dans ma prochaine lettre, je donnerai quelques détails sur la façon dont les pseudo-socialistes d'ici pratiquent la lutte des places.

Mozza.

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Tel est le titre d'un livre de Jean Marestan, que vient d'éditer la *Guerre sociale*, 116, rue Montmartre, Paris. (Un volume de 250 pages, avec 13 figures dans le texte; prix : 2 fr. 50; franco : 2 fr. 75.) — A notre époque où, en France, en Suisse, en Belgique, en Allemagne, aux Etats-Unis et dans divers pays la propagande néo-malthusienne se trouve persécutée, cet ouvrage vient à point pour donner un exposé clair, net, documenté et complet de la question.

L'œuvre de Jean Marestan remplit heureusement une lacune. Nous n'avions, en effet, à notre disposition, jusqu'à ce jour, que des brochures fournissant des renseignements, pas toujours à la portée de tous, sur les moyens pratiques d'éviter la grossesse; des ouvrages pour ou contre le malthusianisme eu égard à ses conséquences économiques et sociales; d'autres se bornant à considérer la doctrine d'un point de vue purement individuel ou familial.

Jean Marestan s'est attaché, en un livre impartial et d'une lecture aisée, à présenter le néo-malthusianisme en son entier, sous tous ses aspects. Un long chapitre est consacré à la critique et à la description des moyens pratiques; mais l'intérêt qu'il y aurait à remplacer les anciennes moralités religieuses sur les rapports sexuels par une morale biologique rationnelle; mais la nécessité d'une procréation consciente et limitée, tant par considération pour l'hygiène féminine que pour le perfectionnement de l'espèce et l'instauration d'une société nouvelle à caractère socialiste et internationaliste y sont aussi mis en valeur.

Pourtant l'*Education sexuelle* n'est ni un résumé, ni le résultat d'une compilation habilement ordonnée. Qu'il s'agisse des procédés ou du droit à l'avortement, de l'avenir social ou de l'utilité personnelle, nous y trouvons des aperçus originaux et des commentaires inédits, étayés de statistiques et de faits, présentés dans une langue élégante et précise.

L'auteur ne réédite ni Malthus ni Proudhon, le plus autorisé contradicteur de l'économiste anglais, mais il signale les défauts de l'une et de l'autre thèse. Il met en garde contre les théories excessives de certains malthusiens trop fervents, mais il a su démontrer d'irréfutable manière au monde socialiste combien grande serait son erreur, combien redoutable serait le danger pour l'idéal poursuivi s'il s'obstinait à faire fi du problème de la population.

En vérité, l'*Education sexuelle* est un excellent livre qui mérite d'être lu, non pas uniquement pour les indications précieuses qu'il donne, par ceux que menacent, avec la perspective d'une famille nombreuse, la déchéance et la misère, mais par tous les socialistes sincères, par les malthusiens eux-mêmes et, en général, par tous les gens d'esprit cultivé s'inspirant de libre-examen.

Ce nouveau livre est en vente au Service de librairie des Unions ouvrières, Pully-Lausanne.

Ouvriers! Travailleurs!

La TRIBUNE DE GENÈVE distribue du 13 p. 100 à ses actionnaires. Que fait-elle pour ses ouvriers? Elle les met sur le pavé après vingt-cinq ans de service.

LE MONSIEUR QUI A TROUVÉ UNE MONTRE

Du haut du tramway de l'Etoile, je crus voir à l'ami Breloc qui, justement, traversait la place Blanche, une figure à ce point révolutionnée, que je descendis de voiture exprès pour l'aller questionner :

— Eh! bon Dieu, qu'est ceci, Breloc? et quel est ce visage plus mélancolique cent fois qu'une boutique fermée pour cause de décès?

Il répondit.

— Ne m'en parle pas; j'ai failli aller en prison.

Entendant cela, je supposai qu'il avait commis quelque malhonnêteté et je me mis à pousser les hauts cris, mais lui, sans doute, me devina, car il s'écria :

— Tu n'y es pas!... J'ai failli aller en prison à cause d'une saleté de montre que j'ai trouvée cette nuit, boulevard Saint-Michel, et fidèlement reportée ce matin chez le commissaire de police de mon quartier. Hein, elle est raide, celle-là? Rien n'est plus vrai pourtant; et j'en suis encore malade d'ahurissement et de stupeur. Du reste, tu vas en juger. Tu as bien cinq minutes?

— Parbleu!

— Ecoute-moi alors. Et tâche que ça te profite.

Muni de la montre en question — une belle montre d'homme, ma foi, boîte en or avec initiales en platine — je me présentai donc sur le coup de neuf heures du matin au commissariat de la rue Duperré, et demandai à être introduit près du commissaire de police. Ce personnage, qui achevait de boire son chocolat, donna l'ordre de me faire entrer, et sans me faire asseoir, ni rien, me dit :

— Qu'est-ce que vous demandez?

J'avais pris l'air de circonstance, le sourire discret du monsieur qui accomplit une action d'éclat et qui s'attend à être couvert de lauriers.

Je répondis :

— Monsieur le commissaire de police, j'ai l'honneur de déposer entre vos mains une montre que j'ai trouvée cette nuit et que...

Je n'avais pas achevé que le commissaire se dressait, répétant :

— Une montre! une montre!

Puis aux agents qui jouaient au piquet dans le poste :

— Hé! vous autres, fermez donc la porte de la rue. On est ici comme dans un moulin, ma parole!

Et il demeura debout, roguant entre ses dents, à attendre que l'ordre donné eût reçu son exécution. Quand ce fut fait, il se calma, replongea en son siège et dit :

— Veuillez me remettre cet objet.

Je m'exécutai. Il se saisit de la montre, et pendant une longue minute il la mania, la retourna, la flaira, en fit jouer alternativement le remontoir, le boîtier et le mousqueton d'attache.

— Oui, conclut-il enfin d'un air grave, c'est une montre. Il n'y a pas à dire le contraire.

Là-dessus il étendit le bras, enfouit la montre au fond d'un vaste coffre-fort, qu'il referma ensuite à double et triple tour. Je le regardai faire, étonné. Il reprit :

— Où avez-vous trouvé ce bijou, je vous prie?

— Boulevard Saint-Michel, répondis-je, au coin de la rue Monsieur-le-Prince.

— Par terre? fit le commissaire; sur le trottoir?

Je répondis qu'il en était ainsi.

— Voilà qui est extraordinaire, dit alors, en fixant sur moi un œil méfiant, cet homme bien plus extraordinaire encore. Le trottoir, ce n'est pas une place à mettre une montre.

— J'avoue... insinuai-je en souriant.

Sec, le commissaire dit :

— Assez! Je ne vous demande pas de commentaires.

Je me tus et cessai de sourire.

Lui reprit :

— Qui êtes-vous, d'abord?

— Je me nommai.

— Où demeurez-vous?

Je dis que j'habitais place Blanche, 26.

— Quels sont vos moyens d'existence?

J'exposai que j'avais douze mille livres de rentes.

— Quelle heure était-il à peu près, quand vous avez trouvé cette montre?

— Il était trois heures du matin.

— Pas plus? s'exclama le commissaire devenu soudainement ironique.

— Mon Dieu non, dis-je ingénument.

Il continua :

— Et qu'est-ce que vous faisiez, à trois heures du matin, au coin du boulevard Saint-Michel et de la rue Monsieur-le-Prince, vous qui *dites* habiter la place Blanche?

— Comment, je *dis?*

— Oui, vous le dites.

— Si je le dis, c'est que cela est.

— C'est ce qu'il faudra établir. En attendant, faites-moi donc le plaisir de ne pas détourner la question et de me répondre quand je vous parle. Je vous demande ce que vous faisiez, à une heure aussi avancée de la nuit, en un quartier qui n'est pas le vôtre?

— Parbleu, dis-je, je revenais d'une maison amie où j'avais passé la soirée.

— Ah! bah.

— Sans doute.

— Eh bien, je vous fais mes compliments, railla mon interlocuteur; vous menez une jolie existence.

Et après un moment de silence :

— Vous n'avez jamais eu de condamnations, Breloc?

Ceci mit le comble à la mesure. Je m'écriai :

— De condamnations!... Ah! çà! me prenez-vous pour un escroc? Vous commencez par m'embêter avec votre interrogatoire.

Je dis, et, dans le même instant, jugeai ma dernière heure venue. D'un bond, le commissaire s'était mis sur ses pieds et maintenant il marchait sur moi, suant, bavant, le sang à la face. Sous la broussaille de ses sourcils, je voyais flamber ses yeux de fauve.

— Vous dites, bégaya-t-il; vous dites?

Je tentai de placer un mot, mais il ne m'en laissa pas le temps. Il rugit :

— Et je dis, moi, que je vais vous envoyer au Dépôt, ça ne va pas traîner! C'est l'heure du panier à salade, justement. Qui est-ce qui m'a bâti un polichinelle pareil? Ah! vous voulez faire de la rouspétance! Ah! vous voulez vous ficher de moi, et de la loi que je représente. Eh bien, vous êtes bien tombé!

Puis, scandant chacune de ses phrases à grands coups de poing abattus parmi les paperasses de sa table :

— Eh! tonnerre de sort, est-ce que je vous connais, moi! Est-ce que je sais qui vous êtes? Vous dites que vous vous appelez Breloc, je n'en sais rien! Vous dites que vous habitez place Blanche, qu'est-ce qui me le prouve? Vous dites que vous avez douze mille livres de rentes, est-ce que je suis forcé de le croire? Faites-les donc voir un peu, vos douze mille livres de rentes, hein; vous seriez bien en peine de les montrer?

J'étais abasourdi.

— Tout cela n'est pas clair, conclut-il avec violence; je dis, entendez-vous bien, que tout cela n'est rien moins que clair et que j'ignore si vous ne l'avez pas volée, moi, cette montre!

— Volée!

— Oui, volée! Et puis, ce n'est pas tout ça; je vais en avoir le cœur net.

Des agents, au bruit, étaient venus. Il leur cria :

— Fouillez cet homme!

L'homme, c'était moi. En une seconde, je fus tel qu'un petit saint Jean, ma chemise tombée autour de mes pieds nus.

— Ah! vous voulez faire le malin, répétait le commissaire, goguenard; ah! vous voulez faire le malin!

Au renouvelé de tant de misères, la voix de Breloc s'altérait. Mais comme je riais, moi, aux larmes, reconnaissant là tout entières ces deux vieilles ennemies acharnées des gens de bien, l'administration et la loi!

— Que j'en trouve encore une, de montre!... hurla en matière de morale mon infortuné camarade, pendant que son poing exaspéré et clos élevait une menace vers l'avenir.

GEORGES COURTELINE.

TRIBUNE DE LIBRE PENSÉE

POURQUOI CETTE TRIBUNE?

Y a-t-il des camarades, amis de la *Voix du Peuple*, qui se demandent : « Pourquoi cette tribune? »

A ceux-là, je dis à mon tour : « Et pourquoi n'aurait-elle pas sa place dans cet organe? Le mouvement libre penseur n'a-t-il rien de commun avec l'émancipation prolétarienne? » D'emblée, je déclare que je me défie de ceux qui tenteront de répondre par la négative. J'en ai connu bon nombre; la plupart étaient piétistes ou sous la dépendance étroite des mômiers; vivant dans un milieu de bigoterie dont ils n'avaient pas le courage ni l'énergie de s'affranchir, c'était pour eux une sorte d'excuse d'afficher du mépris pour la cause de l'émancipation intellectuelle. J'en ai entendu d'autres, de prétendus rationalistes, affirmer qu'il ne convenait pas de parler libre pensée au sein du socialisme, et j'ai vu ceux-là cachant soigneusement leur drapeau pour attraper les voix des cléricaux de tout poil. Ni l'hostilité ou le mépris des uns, ni le calcul ou la duplicité des autres, ne sauraient donner le change. Les faux-fuyants, l'apparente indifférence ont suffisamment joué leur triste rôle, c'est le moment de parler clair et d'avancer de sérieuses raisons.

Le mouvement libre penseur, c'est la lutte contre l'esprit religieux et le système formidable de contrainte et d'asservissement qui en est la fatale et logique conséquence. Il n'y a dès lors pas de milieu. Si l'on prétend que le socialisme n'a rien de commun avec la libre pensée, c'est qu'on est hostile à celle-ci, et c'est qu'on est sympathique à l'esprit religieux et à l'Eglise.

C'est alors que les idées religieuses et le système dont elles sont inséparables sont un précieux lot à conserver! une chose bienfaisante, sacrée, *tabou!*

La vérité, c'est qu'elles sont un reste des erreurs par lesquelles ont passé l'ignorance, la crainte, ici la candeur, mais là aussi la fourberie humaines. C'est un truisme de dire que la science a fait évanouir les illusions religieuses. Le mot de Bakounine reste frappant de vérité : « Dieu n'est qu'une borne, qui recule toujours! »

Néanmoins il est exact de dire que ces idées conservent encore un pouvoir énorme. Cela paraît étrange! L'idée est vide et pourtant le système qu'elle a engendré fonctionne toujours. C'est que, à vrai dire, ce n'est plus l'idée qui fait mouvoir le système, c'est au contraire le système qui restitue sa force emmagasinée à l'idée morte. La puissance matérielle de l'Eglise est toujours immense et cependant elle est à son déclin. Force d'inertie, puissance de la tradition, pouvoir du capital, voilà les trois forces de réaction, forces toujours formidables, par lesquelles l'Eglise parvient encore à galvaniser le cadavre religieux.

Jamais l'Eglise ne fut libératrice, la protestante non plus que la romaine. Comment l'eût-elle été puisqu'elle a toujours affirmé qu'elle représentait l'autorité suprême? Les mots de Liberté et d'Eglise s'excluent : les protestants, qui sont les plus insidieux adversaires de la liberté de pensée, sont d'odieux hypocrites lorsqu'ils osent se dire partisans du libre-examen.

Les « socialistes chrétiens » — ces mots hurlent ensemble — pourront-ils nous dire pourquoi les monarques et toute la clique princière sont les soutiens les plus fermes de la religion? Pourquoi les riches sont de fidèles chrétiens? Pourquoi l'Etat fait les affaires de l'Eglise? Pourquoi les écoles sont partout cléricales? Pourquoi les capitalistes soutiennent financièrement les journaux mômiers et toutes les Unions chrétiennes, les congrégations, les mille sociétés piétistes par lesquelles on déforme la mentalité populaire? Pourquoi, bien au contraire, tous les efforts de propagande antireligieuse sont entravés, paralysés par ceux-là qui détiennent le pouvoir et le capital?

Qu'on n'essaie pas de citer l'apparente exception de la France! C'est justement parce que le prolétariat français est, de tous les peuples, le plus passionnément épris de justice et de liberté, qu'il a réussi à conquérir, bien imparfaitement encore, il est vrai, quelque parcelle de cette liberté qui manque à tous les autres.

Eglise et Socialisme, ce sont exactement deux contraires, comme le sont Religion et Liberté!

Carthage était une ville africaine qui florissait deux siècles avant notre ère. Sa prospérité déplaisait à Rome qui craignait qu'elle ne lui ravît le sceptre du monde. Aussi le vieux Caton terminait tous ses discours au Sénat romain par ces mots : « Et je pense qu'il faut détruire Carthage » *(Carthago delenda est!)*

Qu'il fût utile à l'humanité de voir Carthage détruite, voilà quelque chose de très contestable. Mais nous pouvons dire, avec infiniment plus de raison que le sénateur romain : « *Ecclesia delenda est* » (L'Eglise doit être détruite!)

Lucrèce.

Le Syndicalisme

Le syndicalisme a été l'objet de condamnations aussi définitives que ridicules, car rien n'est plus naturel et plus utile que les groupements de producteurs se proposant une entente au sujet de leur travail. Nul n'osera contester que ce travail est bien la fonction la plus importante à laquelle nous consacrons la plus large part de notre vie. Comment l'accomplir au jour le jour, docilement, machinalement, sans jamais nous préoccuper d'en changer les conditions et le but? Cela paraît presque incroyable, bien que ce soit encore le cas pour un grand nombre de travailleurs. Mais il arrive des moments où même les plus indifférents éprouvent le besoin d'un changement et viennent alors se grouper autour du noyau syndical, d'où la nécessité pour nous, qui cherchons à influencer le plus possible tout mouvement populaire, d'en faire partie.

Toute grande transformation sociale présuppose d'ailleurs un nouveau mode de production, qu'il n'est pas possible de concevoir en dehors précisément d'une organisation entre producteurs. Sans doute nos organisations ouvrières n'ont rien de définitif, elles sont au contraire appelées à se renouveler entièrement, mais leur rôle n'en aura pas moins une importance capitale dans la marche des événements.

Louis BERTONI.

Résultats pratiques

Le citoyen Graber, rédacteur de la *Solidarité horlogère*, est un homme pratique. Il aime les résultats positifs, les faits réels. Sa mentalité de huguenot glacial lui interdit tout emballement. Il oppose à nos billevesées ridicules le raisonnement froid, l'examen des faits, des réalités concrètes. Le sentiment est pour lui une chose dangereuse dont seuls les méridionaux (c'est nous) se servent pour détourner les travailleurs de la ligne droite qu'il suit avec la ponctualité d'un bon fonctionnaire. C'est, dans le journal dont il est le chef, un déluge de faits tous plus précis les uns que les autres, de statistiques éblouissantes de clarté. Les syndiqués en ont pour leur argent. La quantité dépasse même quelquefois la qualité.

Mais ce qui manque totalement à ce prolifique écrivain, c'est la connaissance de la vie douloureuse de l'ouvrier, et surtout de cette catégorie de travailleurs que l'on nomme habituellement les manœuvres.

Et, de même que nous sommes, nous, ignorants de la vie des instituteurs et que leurs misères et les injustices qui se commettent très probablement à leur égard nous échappent, de même Graber ignore totalement la vie de l'usine et j'en donnerai pour preuve l'apologie qu'il fait de la Fédération des ouvriers sur métaux. Après avoir étalé quelques soi-disant résultats pratiques de cette fédération, Graber nous dit ceci : « Aujourd'hui nous vous donnons des résultats positifs, des faits réels », et, plus loin : « Jetons des regards vers des expériences aussi heureuses que celles des métaux et ne craignons pas de suivre cet exemple. »

Pauvres résultats positifs! S'il existe une catégorie de travailleurs opprimés et peu rétribués, c'est bien celle que Graber cite pour notre édification. Il faut connaître les salaires; il faut entendre les plaintes; il faut subir les injustices dont les travailleurs de la métallurgie sont victimes, et Graber vient nous causer de résultats pratiques alors qu'il est certain que les trois quarts des ouvriers métallurgistes organisés ou non ne gagnent pas leur vie. Car il est impossible, absolument impossible, de vivre normalement avec cinq ou six francs par jour dans une ville comme Berne, par exemple, et je cite Berne parce que c'est une ville où la méthode centraliste pratique a le plus de chance de fleurir. Il est stupide de causer de résultats pratiques alors qu'il y a également toute une armée de pauvres diables, hommes ou femmes, qui doivent se contenter de quatre, de trois et même de deux francs par jour. Il est stupide également de causer de résultats pratiques alors qu'il est facile de démontrer que la misère va en *augmentant* et non en diminuant, et je mets au défi Graber de me prouver le contraire.

Aussi bien dans l'industrie textile que dans la métallurgie ou dans l'horlogerie, les considérations de Graber sur la situation des ouvriers sont toutes théoriques et, pour ceux qui entendent journellement les plaintes de ceux qui travaillent, qui vivent de leur vie et qui souffrent avec eux, les grandes tirades du rédacteur de la *Solidarité horlogère* sonnent mal. On a l'impression que c'est là un travail de bureau, un socialisme mécanique, des articles qu'il faut terminer pour tel ou tel jour au risque de ne pas fournir la matière réclamée par les cotisants.

A cette méthode, nous opposerons toujours le fédéralisme, c'est-à-dire la libre expansion des sentiments des travailleurs eux-mêmes qui, eux, laissent parfois les résultats pratiques pour donner cours à leurs sentiments, à ce que Graber appelle des billevesées.

C. R.

Solidarité

Camarades de la forge,
Du tour ou de l'établi,
Laissez-vous ceux qu'on égorge
Dans la peine et dans l'oubli?
Solidaires de l'outrage,
Serfs des mille et un métiers,
Levez-vous, criez : « Courage! »
A vos frères les verriers.

Compagnons de la charrue,
Rudes traceurs de sillons,
Voyez : la Force se rue
Sur la Misère en haillons.
L'angoisse des champs en friche
Plane sur les ateliers :
Laboureurs, tendez la miche
A vos frères les verriers.

Pauvres gas de la caserne,
Hypnotisés du drapeau,
Le plomb de votre giberne
N'est pas fait pour notre peau.
Dans l'armée industrielle,
Nous servons, sombres troupiers,
Faites place à la gamelle
Pour vos frères les verriers.

Pauvres chiens des étalages,
Commis vissés aux comptoirs,
Employés, hommes en cages,
Affamés en habits noirs :
Serrons-nous, les temps sont proches,
Aux bureaux comme aux chantiers.
Exploités, videz vos poches
Pour vos frères les verriers.

Victor MEUSY.

MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

ALLEMAGNE

Le lock-out des ouvriers du bâtiment vient de se terminer sur toute l'étendue de l'empire.

Le *Bollettino del Lavoro*, organe du Bureau de l'émigration italienne en Suisse, nous apprend dans quelles conditions ce vaste et ultra-pacifiste mouvement a pris fin. Il nous affirme tout d'abord que la levée du lock-out est due exclusivement à « l'œuvre médiatrice offerte par le gouvernement, et déployée de façon impartiale et éclairée » (?). Ensuite, nous apprenons que les questions déterminantes du conflit ont été tranchées par des arbitres réunis à Dresde, et avec quelle impartialité, nous allons le voir. L'augmentation du salaire est fixée à 5 cent. l'heure, pour les localités au-dessus de 5000 habitants; pour les localités de moindre importance, l'augmentation ne sera que de 4 cent. Mais cette augmentation sera appliquée graduellement, en commençant par 1 cent. accordé de suite, pour arriver à 4 et 5 cent. en 1912. Le travail aux pièces est maintenu, et les autres revendications de moindre importance sont simplement écartées ou laissées en suspens dans certaines localités.

La question de l'horaire a été tranchée comme suit : dans les localités où la durée de la journée dépassait les dix heures et demie, elle sera fixée à dix heures et demie à partir du 1er avril 1911, et à dix heures au 1er avril 1912. Là où l'horaire dépasse les dix heures, mais non les dix et demie, il sera réduit à dix heures à partir du 1er avril 1911. Francfort, Offenbach, Mannheim et Ludwigshafen auront, à la date du 1er avril 1911, la journée de neuf heures et demie. Les autres réductions spéciales réclamées ont été refusées.

A noter que le travail avait déjà repris dans plusieurs localités avant la décision des arbitres.

« Les organisations ouvrières — dit le *Bollettino* — s'étaient, du reste, engagées à faire accepter par toutes les organisations locales la décision des arbitres. Car, dans certaines villes, les ouvriers ne veulent pas accepter les décisions des arbitres; mais les organisations centrales travaillent dans le sens de vaincre leur résistance. »

Ainsi nous apprenons qu'au pays des puissantes organisations, centralisées, caporalisées, et surtout fortement taxées sous forme de cotisations, l'industrie du bâtiment en est encore à la journée de onze heures dans certaines régions, et de celle de dix heures et demie dans beaucoup d'autres.

Et nous saurons surtout que, puisque une partie des lock-outés n'est pas enchantée des *avantages* obtenus par les arbitres et veulent continuer la lutte, nous saurons, dis-je, que « les organisations centrales travailleront dans le sens de vaincre leur résistance ».

Les secrétaires permanents, qui touchent une moyenne de 3000 marcs par an, sans compter les déplacements à 15 marcs par jour, ont bien raison de trouver les ouvriers vraiment par trop exigeants!

* * *

Le lieutenant Westphal, du régiment d'artillerie de campagne, caserné à Sprottau, avait, le 2 février, saisi un canonnier par la tête, et la lui avait frappée contre un canon avec une violence telle qu'il se produisit une plaie béante qui dut être recousue. Le malheureux souffre encore de douleurs atroces.

La brute galonnée vient d'être frappée de dix jours d'arrêts de rigueur, qu'elle passera confortablement dans sa chambre.

Voici maintenant la contre-partie : Pendant un exercice, le sous-officier Kugler, du 25me bataillon de pionniers, avait refusé d'obéir au commandement d'un lieutenant qui voulait l'obliger à faire courir ses hommes. Aux dires d'un unique témoin, Kugler aurait prononcé ces paroles : « On ne courra pas, même s'il se mettait sur sa tête! »

Cinq années de prison pour offenses envers un supérieur!

Toast à la Patrie!

— Et c'est ça qui voudrait nous faire prendre l'Helvétie pour des lanternes !...

Acheter la Tribune de Genève, c'est trahir la classe ouvrière

JAPON

D'après les *Temps nouveaux :*

On vient de découvrir au Japon une vaste conspiration dirigée contre le gouvernement. Le mouvement paraît si sérieux que les journaux ont reçu l'ordre de ne rien publier à ce sujet. On sait, cependant, que plusieurs agitateurs notoires, déguisés en ouvriers, se sont fait embaucher à l'usine nationale de Matoumoto, et y ont fabriqué des bombes qu'on suppose destinées aux membres du gouvernement.

ITALIE

A mesure que la conscience de classe se développe chez le prolétariat agricole d'Italie, et précisément à cause de cela, les propriétaires, associés dans leur fameuse ligue l'*Agraria,* s'efforcent d'augmenter leur puissance d'oppression. Pour le quart d'heure, ce sont les seigneurs de la province de Mantoue qui piétinent ouvertement les engagements signés il y a quelques années avec leurs ouvriers. Ne voulant pas se résigner plus longtemps, le congrès provincial des agriculteurs, hommes et femmes, vient de voter la grève générale de tous les travailleurs des champs de la province. Le travail a été arrêté partout le mardi 21 juin.

La leçon donnée, il y a deux ans, par les paysans de Parme à leurs patrons, nous donne l'assurance que les travailleurs de Mantoue sauront les imiter.

* * *

Alceste De Ambris, le secrétaire de la Bourse du travail de Parme qui fit beaucoup parler de lui lors du mouvement général des courageux et tenaces travailleurs du Parmesan, s'est depuis réfugié au Brésil, où il rédige un journal révolutionnaire intitulé la *Hache.* Il vient d'être condamné à quatre mois de réclusion et à 250,000 reis d'amende, pour injures à un propriétaire. Ce « délit » a été commis à l'occasion d'un incendie qui éclata dans une fabrique appartenant à ce dernier. Cela nous prouve que la bourgeoisie poursuit partout ses ennemis, et que le camarade De Ambris continue à lutter pour l'idéal révolutionnaire.

REPUBLIQUE ARGENTINE

A tous ceux qui prennent au sérieux la célébration du centenaire de l'indépendance de cette république, ou qui la portent aux nues comme le grand Ferri italien, nous dédions sans commentaires cette nouvelle authentique :

Après les premiers conflits du 16 mai, les médecins pratiquants se réunirent à l'Université et décidèrent *de ne prêter aucun secours aux ouvriers blessés qui se présenteraient dans leurs hôpitaux.*

FRANCE

A Marseille, vient de se tenir le congrès des employés des postes, télégraphes et téléphones de France, au cours duquel l'intéressante initiative suivante a été prise :

« Le congrès donne mandat formel au conseil de l'association générale de se mettre immédiatement en relations avec les associations postales des différents pays, à l'effet d'organiser, avant le congrès de 1911, une conférence internationale qui devra élaborer les statuts d'une fédération internationale. »

Dans le but d'intensifier notre propagande, nous informons les camarades que nous sommes disposés à leur adresser, sur leur demande, un certain nombre d'exemplaires qu'ils se chargeraient de vendre dans leur entourage. Le règlement se ferait chaque fin de mois par le compte de chèques II. 416.

ACTION OUVRIÈRE

Chez les Plâtriers-Peintres.

La grève des plâtriers-peintres de Lausanne mérite une mention spéciale, car, de mémoire d'homme, on n'avait jamais vu ces ouvriers-là se croiser les bras, sauf en période de... chômage.

Commencée le 4 juin, la grève a pris fin le 23, ayant ainsi duré exactement vingt jours. Avoir lutté pendant trois semaines, sans toucher le moindre subside, c'est assurément un joli début pour des travailleurs dont une grande partie sont chargés de famille. Le résultat obtenu, au point de vue pratique, n'est pas très considérable : augmentation de salaire et du taux du déplacement, double voyage par quinzaine pour ceux travaillant loin de Lausanne, etc. C'est toujours autant de gagné, et que les patrons n'auraient jamais accordé spontanément. Si nous avons dû renoncer à la principale revendication, la réduction de la journée de travail, ce n'est pas tout à fait de notre faute. L'insuccès du mouvement général, grâce à la défection des sujets du petit Graber, en est la cause principale.

Un détail qui prouve que, malgré tout, un petit progrès s'est produit dans la mentalité ouvrière, est le suivant : les patrons ayant offert une augmentation de 10 p. 100 pour le travail aux pièces, les ouvriers unanimes l'ont refusée, voulant diminuer par là le travail aux pièces, puisqu'ils ne pouvaient obtenir sa suppression. La nouvelle convention aura une durée de trois ans, cela est un mal. Pour en garantir l'application, une certaine somme sera déposée et ceci, à mon avis, est encore pire. Mais il ne nous a pas été donné d'éliminer tous les mauvais côtés pour ne conserver que les bons. Nous avons fait notre possible pour une heureuse réussite; pas moyen d'aller plus loin. Et puis, reprendre le travail sans convention, ça n'allait pas non plus sans de sérieux inconvénients. Le résultat le plus précieux de cette grève aura été de secouer l'apathie des plâtriers-peintres, de les pousser à se réunir et à discuter. Notre syndicat, qui n'était qu'une ombre précédemment, va maintenant reprendre une activité nouvelle. De nombreux camarades y ont déjà adhéré.

De cette façon, nous pourrons nous voir et propager parmi nous l'idéal d'émancipation, car ce qui manque surtout chez les ouvriers, je m'en suis aperçu une fois de plus en cette occasion, c'est l'éducation révolutionnaire, la vision claire de leurs intérêts et de leurs droits. Nous comblerons cette lacune aux assemblées du syndicat. Alors, mieux éclairés et mieux préparés, nous ferons sans doute beaucoup plus à la prochaine bataille.

J. DEVINCENTI.

* * *

Le Syndicat des ouvriers plâtriers-peintres de la Chaux-de-Fonds nous écrit :

A notre dernière assemblée, deux faits, bons à signaler, furent portés à notre connaissance. La place d'Interlaken étant mise à l'interdit par les ouvriers plâtriers-peintres de cette localité, le sieur Danchaud, entrepreneur à La Chaux-de-Fonds, ne trouva rien de mieux, et sous prétexte qu'il n'avait plus de travail, que d'envoyer des ouvriers d'ici pour faire œuvre de kroumirs. Quelques camarades, ignorant les intentions de leur maître, s'y laissèrent prendre; mais il n'en fut pas ainsi d'un autre, mieux renseigné, et en même temps plus énergique qui refusa net; il fut mis à la porte.

Fritz Dessoulavy, bien connu des ouvriers qui ont travaillé chez lui, ne voulant pas être en reste de son collègue Danchaud, voulut à son tour envoyer des ouvriers sur la place de Zurich, également mise à l'interdit. Mais, par prudence peut-être, il commença par en envoyer un seul qui, lui aussi, ignorait ce qui se passait dans cette localité. Il fut reçu avec tous les honneurs que nécessite pareille circonstance, automobile, hôtel épatant, etc., etc. Etonnement de notre camarade, qui ne s'était jamais trouvé à pareille fête, flaira derrière cette générosité quelque chose de louche; il ne tarda pas à découvrir le truc et, au bout de 2 jours, il était de retour à La Chaux-de-Fonds. Inutile de dire que nôtre sportman F. Dessoulavy ne recommença plus son expérience.

De pareils faits pourraient être évités si les ouvriers montraient un peu plus de bonne volonté, et assistaient aux assemblées du syndicat et se tenaient au courant du mouvement en lisant nos journaux ouvriers. Avant d'accepter du travail en dehors de la localité, nous ne saurions que trop leur recommander de se renseigner auprès de leur organisation.

Nous rappelons en outre aux ouvriers plâtriers-peintres que la **place de La Chaux-de-Fonds est sévèrement mise à l'interdit.** Aucun contrat n'existe entre notre syndicat et le syndicat patronal et nos conditions de travail sont inférieures à celles des autres localités.

Chez les ouvriers de fabrique.

La grève continue aux usines de la Paudèze, aux portes de Lausanne. Huitante grévistes; vingt-cinq à trente renégats. Deux fours sur quatre sont éteints. Les deux qui sont restés en action fonctionnent plutôt mal que bien avec un seul chaufournier, aidé de brise-grèves qui ne connaissent rien du tout à ce travail difficile.

La mine est complètement fermée. Cette mine fournit la marne indispensable à la fabrication du ciment. Aussi la direction de l'usine doit s'apercevoir que les nombreux gendarmes qui montent la garde autour de ses machines ne suffisent tout de même pas pour remplacer les grévistes et qu'il faudra trouver autre chose.

Les mineurs et les ouvriers des fours réclament la journée de huit heures. Les grévistes ont lancé un appel à la population de Pully, Paudex et Lutry pour la mettre au courant de la situation. Nous reviendrons sur cet intéressant conflit.

Chez les coiffeurs.

Les coiffeurs de Lausanne sont en mouvement de tarif. Ils revendiquent une situation plus en rapport avec leur dignité. Dans leur assemblée du 20 juin, ils ont décidé de porter tous leurs efforts pour réfréner un peu l'exploitation éhontée dont ils sont l'objet. Que demandent-ils? Un salaire de 27 fr. 50 par semaine pour les jeunes ouvriers et de 30 fr. pour les autres; suppression de la couche et de la pension chez le patron; commencer le travail à 7 heures du matin pour le terminer à 8 heures précises du soir. Ils ont adressé ces demandes à tous les patrons de la place en les priant de bien vouloir s'aboucher avec eux pour les discuter. Neuf patrons sur septante ont répondu. C'est dire le mépris avec lequel le patronat coiffeur traite ses employeurs. Actuellement, le salaire du garçon coiffeur oscille entre 35 et 40 fr. par mois, logé et nourri par le patron. Nous n'insisterons ni sur le logement ni sur la nourriture dont ils sont obligés de se contenter. Ils sont, en outre, astreints à des journées tout à fait irrégulières, allant souvent jusqu'à 15 et 16 heures par jour. On comprendra facilement qu'ils en aient assez de ce régime-là, et que leur prétention d'aspirer à un mieux-être un peu plus moderne est des plus légitimes. Le mutisme de la grande majorité du patronat fait prévoir que nos camarades devront employer des moyens énergiques pour imposer leurs revendications. Dans la lutte qui se prépare, il faut qu'ils puissent compter sur l'appui de tous les ouvriers qui auraient à cœur de ne pas aller se servir chez les patrons se refusant à accorder les légères améliorations désirées.

A THONON

Rien de changé; cinquante grévistes de Lausanne sont employés chez divers patrons (trente maçons, vingt manœuvres). Il nous a été impossible d'obtenir leurs noms.

Camarades! Thonon est toujours à l'interdit pour les manœuvres et maçons, car aucun accord n'est intervenu entre ouvriers et patrons. Soyons solidaires jusqu'au bout!

Lire dans notre prochain numéro : *Le mouvement général du bâtiment à Lausanne et ses résultats. — A la Maison du Peuple de Genève,* par *Un groupe de syndiqués.* — La suite de *Notre enquête sur l'armée suisse.* — *Une réponse au camarade Lasne.* — La suite de notre feuilleton *Centralisme et Fédéralisme,* etc., etc.

Ici et là

Socialisme parlementaire.

Il continue à bien aller le socialisme parlementaire! Un journal socialiste gênois, *Il Lavoro* (le Travail) a organisé une épreuve cycliste très réussie, paraît-il. Le roi d'Italie, appréciant cette façon de « travailler » à l'émancipation de la classe ouvrière, envoie au directeur du journal, le député socialiste Graziadei, une médaille d'or. Ce dernier l'accepte, naturellement, et fait même l'éloge de la lettre d'envoi du roi. Puis, interviewé, notre député socialiste déclare ne pas comprendre pourquoi la monarchie de Savoie ne pourrait pas réaliser les réformes sociales. Ferri, on le sait, avait déjà montré qu'il était de cet avis en léchant les bottes du monarque.

Après tout, n'ont-ils pas raison? Les réformes pour rire qui peuvent être réalisées dans la société actuelle peuvent l'être par n'importe quel régime. Les réformes sérieuses, par contre, ne peuvent venir qu'*après* l'expropriation. C'est égal. Jamais nous n'aurions supposé que le « socialisme » parlementaire pût tomber si bas!

Limitation des Naissances

La connaissance des moyens préventifs est certainement d'une utilité personnelle incontestable pour nos camarades ouvriers et pour nos compagnes surtout. Aussi, nous sommes tout disposés à donner à ce sujet, gratuitement, les renseignements nécessaires. Il ne sera naturellement répondu qu'aux demandes de moyens préventifs.

AUX CAMARADES

Voici une liste de quelques volumes d'occasion que nous laissons à 1 fr. 25 franco :

Les emmurés, par L. Descaves.
Journal d'un anarchiste, par G. Leger.
Souvenirs d'un révolutionnaire (Lefrançais).
Crimes impunis, par G. Macé.
Philosophie, par P. Janet.
Pages mystiques, par Séverine.
De la vie et du rêve, par H. Bauer.

Les ouvrages suivants seront laissés à 60 centimes franco :

Economie sociale, par F. le Play.
Cours de morale sociale (2e année), par Charles Fulpius.
W. Morris et le mouvement de l'art décoratif, par J. Lahor.
La vie consciente, par Favarger, cédé à 25 centimes.
Guerre-Militarisme (édition des *Temps nouveaux*), illustré, grand format, cédé à 3 fr. 25.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

3. La *Vie ouvrière,* numéro 18. — Rue Dauphine, 42, Paris 6e. — Abonnement pour la Suisse : 3 mois 3 fr., 6 mois 6 fr., un an 12 fr.

On peut se procurer tous les ouvrages que nous annonçons en *Bibliographie* au Service de librairie de la Fédération des Unions ouvrières, Pully-Lausanne.

PETITE POSTE

Ermes. — Peux-tu nous renvoyer la *Voix* (Paris) où se trouve le compte rendu de la conf. Bertoni, par Yvetot?

Lol. — Reçu lettre. Envoyons les T. N. et la V. à P. qui fait le mouv. Inutile de rendre les stat.

J. H. — Nous continuons à envoyer les numéros. Payerez si vous pouvez. Communiqué passera prochain numéro.

C. S. — Nous continuons quand même l'envoi du journal.

E. J., typo. — Le 10 juillet.

Jésus-Christ. — Le journal de A. est revenu avec la mention « refusé ».

W. — Répondrons plus tard pour conférence. Reçu article. Impossible d'insérer cette semaine. Regrets.

AVIS ET CONVOCATIONS

Union ouvrière de Lausanne. — Mardi 5 juillet, à 8 h. précises, au local, Maison du Peuple (salle 3) : réunion du comité; à 8 heures et demie, assemblée de délégués.

SOUSCRIPTION

pour l'agrandissement du format

Total au 22 juin	Fr. 417,28
Un cuisinier révolutionnaire	3,—
Germinal	2,—
Service de librairie	10,—
Total au 29 juin	Fr. 432,28

COMPTES DU JOURNAL

Recettes.

Abonnements : Yverdon, 5.—; Renens, 2,—; Genève, 8,12; Montreux, 2,—; Paudex, 6,—; Neyruz, 2,—; Sentier, 2,—; Lausanne, 2,—	Fr. 29,12
Vente au numéro : Lausanne, 1,85; Vevey, 1,—; Genève, 13,20	16,05
Souscription	15,—
Total des recettes	Fr. 60,17

Dépenses.

Comp. et tirage du N° 26 (1900 ex.)	98,25
Ports des paquets pour juin	32,—
560 timbres à 0,12	67,20
Total des dépenses	Fr. 197,45
Déficit au 22 juin	Fr. 1065,49
Déficit au 29 juin	1202,77

Editeur responsable : Henri BAUD.

L'administration, la rédaction et la composition de LA VOIX DU PEUPLE sont entièrement exécutées par des ouvriers syndiqués.

Pully-Lausanne. — Imprimerie des Unions ouvrières, à base communiste.

SERVICE de LIBRAIRIE des UNIONS OUVRIÈRES

Vient de paraître
LEUR PATRIE

par Gustave Hervé, volume de 315 pages, contient l'exposé de la doctrine connue sous le nom de hervéisme. Vendu jusqu'ici au prix de 3 fr. 50, il vient d'être publié en édition populaire, à la portée de tous. Nous l'envoyons franco au prix de 1 fr. 05.

Les employés de magasin, par L. et M. Bonneff, 32 pages, 20 cent. franco.

Les terrassiers, par L. et M. Bonneff, 32 pages, 20 centimes franco.

L'action directe, par Emile Pouget, 28 pages, 15 centimes franco.

Politique et socialisme, par Charles Albert, forte brochure de 55 pages, 65 centimes franco.

L'Internationale, Documents et Souvenirs (1864-1878), tome IV, par James Guillaume. Un volume in-8° de 336 pages, vendu 5 fr. en librairie et que nous pouvons céder, par suite d'une faveur spéciale de l'auteur, au prix de 3 fr. 50 franco.

Voyage révolutionnaire, par Victor Griffuelhes, 60 pages, 65 centimes franco.

La Terreur en Russie, tableau saisissant des atrocités qui se passent en Russie. Brochure de 112 pages, par Pierre Kropotkine. Franco 55 centimes.

Réformes, Révolution, par J. Grave, volume de 370 pages, 3 fr. 25 franco.

La Préservation sexuelle (Dr Tay)	1 05
Génération consciente (Sutor),	0 80
Moyens d'éviter les grandes familles	0 35
Ayons peu d'enfants; pourquoi et comment (E. Chapelier)	0 20
Controverse sur le néo-malthusianisme (Robin)	0 25
Contre la nature (Robin)	0 15
Le problème de la population	0 20
Vers régénérateurs (Robin)	0 35
Rapports aux Congrès	0 30
Limitation des naissances (Dubois)	0 20
Pain, loisir, amour (Robin)	0 15
Coupe du bassin de la femme, etc.	0 20
Libre amour, libre maternité	0 15
Population, prudence procréatrice	0 15
Malthus et les néo-malthusiens	0 15
Tous les renseignements sur le malthusianisme théorique et pratique	0 45
La Grève des Ventres	0 15
Chair à canon (M. Devaldès)	0 20
Dégénérescence de l'espèce humaine; causes, remèdes	0 15
Bréviaire de la femme enceinte	4 60
Le droit à l'avortement	3 25
De l'avortement. Est-ce un crime?	3 60
Féconde, roman (Daniel Riche)	3 25
Eléments de science sociale	3 25
Prophylaxia sexualis (Tay)	4 80
Moyens d'éviter la grossesse	1 30

BROCHURES DIVERSES

L'A. B. C. syndicaliste (Yvetot)	0 20
Bases du syndicalisme (Pouget)	0 15
Le Parti du Travail (Pouget)	0 15
La C. G. T. (Paul Delesalle)	0 15
Le Syndicat (Pouget)	0 20
La grève (Delesalle)	0 15
Deux méthodes du Syndicalisme	0 15
Précurseurs de l'Internationale	1 05
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, Nettlau	0 15
Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire (C.G.T.)	0 15
Le Machinisme (Jean Grave)	0 15
Syndicalisme et révolution (Pierrot)	0 15
Travail et surmenage (Pierrot)	0 20
Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave)	0 15
La grève générale politique (Grimm)	0 25
Grève intermittente et sabotage	0 15
La Tuberculose, mal de misère	0 10
Boycottage et sabotage (C. G. T.)	0 15
Commandite égalitaire généralisée	0 15
Syndicalisme et Socialisme	0 65
La Confédération Générale du Travail, par Emile Pouget	0 65
La décomposition du marxisme	0 65
Le parlementarisme et la grève générale (Dr Friedeberg)	0 15
Leur grève et la nôtre (Bertoni)	0 15
Patrie, Guerre et Caserne	0 15
Militarisme (Nieuwenhuis)	0 15
Le mensonge patriotique	0 15
Travailleur, ne sois pas soldat! (Louis Bertoni)	0 05
Colonisation (Grave)	0 15
Contre le brigandage marocain	0 20
La Guerre (Mirbeau)	0 30
La danse des milliards	0 15
La Mano Negra	0 15
Evolution de la morale	0 30
Justice!	0 20
Prenons la terre	0 10
De l'incohérence à l'assassinat	0 15
Quelques remarques sur le paupérisme	0 35
Le clergé, les royalistes et les jaunes	1 25
Le militarisme (Fischer)	0 20
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne	0 15
Le congrès de Stuttgart et l'antipatriotisme (Hervé)	0 15
L'Antipatriotisme (Hervé)	0 15
La colonisation (Grave)	0 15
Lettres de pioupious (Henry)	0 15
Le Manuel du Soldat	0 15
Le prêtre dans l'histoire de l'humanité	0 30
Les Crimes de Dieu (Faure)	0 20
La peste religieuse (Most)	0 15
Non, Dieu n'est pas (Meslier)	0 15
L'almanach du travailleur	0 35
Communisme et anarchie	0 15
Le désordre social (Hervé)	0 15
Le remède socialiste (Hervé)	0 15
Vers la révolution (Hervé)	0 15
L'école, antichambre de la caserne (Janvion)	0 15
Enseignement bourgeois et enseignement libertaire	0 15
L'hérédité et l'éducation	0 20
Anarchie et communisme	0 15
La grève des électeurs	0 15
Vers la Russie libre (Bullard)	0 45
Un anarchiste devant les tribunaux (Etiévant)	0 15
L'organisation de la vindicte appelée justice	0 15
Les travailleurs des villes aux travailleurs des campagnes (Malato)	0 15
Quelques écrits (Schwytzguébel), 80 c.	
La femme et la révolution	0 35
Au café (Malatesta)	0 25
L'éducation libertaire	0 15
Aux jeunes gens (Kropotkine)	0 15
L'Etat, son rôle historique	0 25
Pages d'histoire socialiste	0 30
Les Temps Nouveaux	0 30
Organisation, initiative	0 15
Si j'avais à parler aux électeurs	0 15
La morale anarchiste	0 15
L'amour libre (Vernet)	0 15
L'Immoralité du Mariage	0 15
La Femme esclave (Chaughi)	0 15
Aux Femmes (Gohier)	0 15
Entre paysans (Malatesta)	0 15
A mon frère le paysan	0 10
La panacée Révolution	0 15

Cartes postales assorties de propagande, 60 cent. la douz.

CHANSONS, PIÈCES DE THÉATRE, DESSINS DIVERS

Livres à 3 fr. 25.

Le militarisme et la société moderne.
La Grande Révolution (Kropotkine).
Autour d'une vie (Pierre Kropotkine).
Paroles d'un révolté (Kropotkine).
La conquête du pain (Kropotkine).
La Commune au jour le jour (Reclus)
Etudes révolutionnaires (Guillaume).
Souvenirs d'une morte-vivante.
L'Amour libre (Charles Albert).
Tolstoï et les Doukhobors (Bienstock).
En marche vers la société nouvelle.
Sous la Casaque (Dubois-Desaulle).
Soupes (Lucien Descaves).
Œuvres (Michel Bakounine), 3 vol.
Leur patrie (G. Hervé).
L'anarchie, son but, ses moyens.
La grande famille (Grave).
L'individu et la société (Jean Grave).
La société future (Jean Grave).
La société mourante et l'anarchie.
Psychologie de l'anarchiste socialiste.
Psychologie du militaire professionnel
Le socialisme et le congrès de Londres.
La physiologie morale (Hill).
De la Commune à l'Anarchie (Malato).
Les joyeusetés de l'exil (C. Malato).
Philosophie de l'anarchie (C. Malato).
La Commune (Louise Michel).
Socialisme en danger (Nieuwenhuis).
L'inévitable révolution (un proscrit).
L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique (Elisée Reclus).
Au pays des moines (J. Rizal).
Philosophie du déterminisme.
L'unique et sa propriété (Stirner).
Discours civiques (Tailhade).
Les inquisiteurs d'Espagne (Marmol)
Les rayons de l'aube (Tolstoï).
La vie tragique des travailleurs.
Souvenirs d'un révolutionnaire.
Misères du sabre (Descaves).
Temps futurs (Alfred Naquet).
L'Humanité et la Patrie (Naquet).
La révolution vient-elle? (Gohier).
Leur république (Urbain Gohier).
La bonne Louise (E. Girault).
L'antisémitisme (B. Lazare).
Un an de caserne (Lamarque).

L'Internationale, Documents et Souvenirs (James Guillaume). Tome I, 3 fr. Tome II, 4 fr. Tome III, 3 fr. 50. Tome IV, 3 fr. 50.

L'anarchie (Kropotkine)	1 —
L'homme nouveau (Malato)	1 —
Ferrer, sa vie, son œuvre	0 75
Résurrection (Tolstoï)	2 25
Syndicats professionnels	3 —
Le coin des enfants	0 65